

L'Europe et ses langues

Cécile Morel

L'Europe que nous connaissons aujourd'hui, celle des pays de l'Europe occidentale, centrale et orientale, qui depuis plus de quarante ans cherche à se rassembler lentement, patiemment, est un concept, une "envie" qui remonte loin dans le courant de l'Histoire.

Dans un récit datant de 759 qui relate la bataille remportée par Charles Martel contre l'Islam à Poitiers en 732, pour la première fois, un chroniqueur a recours, pour désigner les vainqueurs, au mot Européens.

Bien plus tard, la publication en 1788 des Mémoires du Duc de Sully révèle que le roi de France Henry IV, après avoir correspondu avec Elizabeth Iere reine d'Angleterre, avait envisagé de créer un "Conseil général de l'Europe".

Le roi de France souhaitait voir se créer un lien indissociable avec ses voisins, afin de garantir une paix inaltérable en Europe.

Le XVIIIe siècle, comme le XIXe siècle ne sont pas avarés de projets mais l'Europe ne commence à devenir une réalité politique qu'après les deux guerres mondiales. Ce n'est qu'au temps de la "guerre froide" que l'Europe commence à prendre corps. L'Europe est une "envie" dont le long cheminement a permis de renforcer la notion de "démocratie" au détriment de celle de "nation". C'est la révolution française qui donne à l'idée de "nation" une nouvelle dimension. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen proclame dans son article 3: "Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la "nation".

En 1919, au nom du droit des nations, le traité de Versailles trace de nouvelles frontières sur la carte de l'Europe.

Cette notion de "nation", symbole de partage, d'oppositon et surtout

symbole d'appartenance exclusif à une identité liée à la langue mettra le feu aux poudres. Vingt ans plus tard, les nationalismes entraînent l'Europe dans la guerre de 1939.

La chute du III^e Reich permet à l'Europe de s'acheminer vers plus de "démocratie", apport décisif dans le rapprochement des Etats.

A ce rapprochement, plus de quarante ans seront nécessaires mais avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est ne seront plus divisées par le "rideau de fer". Ainsi deux mondes tellement opposés jusque là vont s'avancer peu à peu vers plus de démocratie. Malgré de très nombreux bouleversements et déchirements, encore vivants aujourd'hui, rien ne remet en cause la construction européenne. Certes, l'Europe n'a pas fini de se construire. L'Europe a, contrairement aux Etats-Unis, forgé son identité culturelle en se basant sur les langues. Les Etats-Unis est une terre nouvelle d'immigrants aux origines diverses, qui ont fait d'une langue unique, l'anglais, un facteur de cohésion.

L'Europe, dont la souveraineté des états s'appuie en grande partie sur les langues, comme par exemple en France où la langue française, depuis la loi Toubon de 1992, est officiellement la "langue de la République" parviendra-t-elle à allier multilinguisme et cohésion? L'Europe doit encore affermir ses positions dans de nombreux domaines pour donner plus de crédibilité à sa cohésion. Le domaine auquel nous allons nous consacrer dans cet article est celui de l'Europe et ses langues.

1. L'Europe et ses langues

Dans un article précédent au sujet de l'avenir de l'Organisation de la Francophonie, nous avons déjà soulevé le problème de la langue dans les termes suivants: "Si l'on se place sur le plan démographique, l'avenir de la Francophonie ne se joue pas en Europe, car les pays francophones européens ont un taux de croissance extrêmement faible. En outre, dans le cadre

de l'Union européenne, les problèmes de gestion du multilinguisme vont très vite devenir sérieux (coûts extrêmement élevés de la traduction et de l'interprétariat). Nous allons certainement assister à une compétition entre l'anglais, le français, l'espagnol et dans une moindre mesure, l'allemand.

Quelles seront les langues de travail de l'Union? Quelles seront les politiques linguistiques des différents pays?

La langue la plus parlée dans l'Union européenne est l'allemand (79 millions d'habitants en Allemagne, tandis que l'anglais, le français, le portugais et l'espagnol doivent leur importance à leur implantation dans le monde, c'est-à-dire à la fois à leurs anciens Empires coloniaux et à leur influence politique et économique).

La France a longtemps cru que sa langue, après avoir dominé l'Europe jusqu'à la fin du XIXe siècle, méritait d'avoir une audience mondiale par la seule grandeur de sa littérature et de sa culture, et s'émeut depuis les années 1950 de l'expansion de l'anglais. Le Ministère des Affaires Etrangères se préoccupe de la place du français dans le monde et est de plus en plus conscient que la présence en Afrique du français ne pourra plus être exclusive. Conscients de ces changements à venir, il semblerait que l'Organisation de la Francophonie cherche à conserver son influence, voire lui donner un nouveau souffle en Europe, en admettant en son sein des pays de l'Europe de l'Est, pays qui par ce biais peuvent diversifier leurs partenaires et mieux dialoguer avec l'Europe. En d'autres termes, on assisterait depuis quelques années au passage d'une Francophonie défensive à une Francophonie conquérante. Toutes les organisations de la Francophonie proclament haut et fort qu'elles ne sont pas au service de la langue française mais qu'elles œuvrent pour la coopération, le développement, la solidarité, l'humanisme et le dialogue des cultures.

Dans ce but, il est souhaitable de voir se mettre en place des programmes éducatifs dont le premier objectif serait l'apprentissage de la langue basé sur l'apprentissage des comportements non verbaux des individus. Ces comportements non-verbaux sont parfois à l'origine de malentendus plus graves qu'un malentendu né d'un mauvais usage de la

langue.

C'est au coeur de la Francophonie et de l'Union Européenne que ce type de programmes devraient être envisagés afin d'aboutir à un véritable dialogue des cultures plutôt qu'à un dialogue politique.

Pour revenir sur le problème de l'enseignement voyons comment l'Organisation de la Francophonie et l'Union européenne se positionnent face aux assises de l'enseignement du et en français. Il semblerait que le mot d'ordre soit la stratégie du multilinguisme. Une prise de conscience linguistique s'affirme, notamment avec la conviction de plus en plus partagée que pour être efficace, la promotion de la Francophonie, doit aller de pair avec la défense du multilinguisme.

Les assises de l'enseignement du et en français peuvent se résumer ainsi:

- 1—le multilinguisme
- 2—l'apprentissage précoce des langues
- 3—le développement des filières francophones et européennes
- 4—l'encouragement à un univers francophone et européen
- 5—l'adaptation des "outils pédagogiques au contexte linguistique"¹⁾

2. Une politique linguistique : Le multilinguisme

Comme nous l'avons vu plus haut, la place faite au multilinguisme au sein de la Francophonie et de l'Union européenne n'est pas négligeable ni même à négliger. Il s'agit d'une part de défendre une certaine conception de l'universalité et d'autre part de combattre les effets néfastes de la promotion de l'unilinguisme au profit de l'anglais.

"La France a une responsabilité particulière dans la préservation du multilinguisme au niveau mondial où la tendance à l'unilinguisme anglophone se précise. La Délégation Générale à la Langue Française

1) Jinbunronso, No. 48, C. Morel, p. 104.

s'est donné comme priorités: en 1997, le maintien du multilinguisme dans les organisations internationales et son développement dans la société de l'information; en 1998, la place du français dans l'Union européenne et son élargissement à l'Europe centrale et orientale (...). L'Observatoire de la Langue Française, créé en mars 1996 au sein de la Délégation Générale à la Langue Française, sous la présidence de Yves Berger, écrivain et membre du Conseil Supérieur de la Langue Française, a pour première tâche d'évaluer la présence du français lors des grandes manifestations internationales²⁾.

L'Europe se retrouve en quelque sorte en position d'ouverture et de repli face à ses langues. L'ouverture autant que le repli signifie que les états européens doivent mettre en place une véritable politique linguistique européenne, dont le but ne devrait pas être seulement la défense des langues régionales ou minoritaires, défense qui peut être considérée comme peu significative par la moindre menace que ces langues représentent face à d'autres langues dont le statut est déjà bien établi. Le combat de l'Europe pour la défense de ses richesses linguistiques passe par et contre l'anglais. Ceci vient du fait que ce combat reflète non pas une attitude belligérante envers cette langue mais la prise de conscience du danger et de l'appauvrissement culturel qui naîtrait d'un monde unilingue.

La vocation de la France au maintien du multilinguisme au niveau mondial peut se résumer par les termes suivants: "Les deux périodes de rayonnement européen du français ont façonné en France, mais aussi dans d'autres pays, francophiles et de tradition culturelle française, l'idée d'une vocation européenne et mondiale propre à cette langue. De ce fait, il s'est créé dans les esprits une manière d'accoutumance. Les deux temps de gloire sont ressentis comme les manifestations d'une mission dont le français serait investi, plutôt que comme des scintillements liés à des circonstances déterminées. Dès lors, si une autre langue paraît lui ravir

2) Etat de la Francophonie dans le monde, La Documentation Française, p. 41.

la palme de l'universalité, il s'ensuit un sentiment de détronement, qui n'est pas sans avantage, pour ce qu'il produit d'ardeur à défendre la diversité contre l'uniformisation. Car, comme on vient de le voir, le rayonnement même du français a également servi les autres langues, celles, précisément, de tous ces lettrés et étudiants attirés en France, et dont la présence suscitait une curiosité pour les cultures qu'ils représentaient. Ainsi, le français, en même temps qu'il s'est donné vocation de langue commune, apparaît comme un garant de la variété constitutive de l'Europe"³⁾.

Pour reprendre les termes de Claude Hagège, la France apparaît comme un garant de la variété constitutive de l'Europe, mais aussi comme un garant de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Les langues minoritaires de France ne sont plus soumises à une politique centraliste autoritaire, comme elles l'avaient été par le passé sous l'ordonnance de Villers-Cotterêts, qui en 1539 proclamait le français langue du royaume. Par cette ordonnance, François Ier faisait abolir l'usage du latin dans les tribunaux et inaugurait une politique linguistique, qui visait à réduire l'usage des langues minoritaires au profit du français.

Le Conseil de l'Europe a mis en place dès le 1er mars 1998, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Cette charte est le préambule d'une nouvelle politique linguistique et culturelle. "Elle a pour objet de préserver des langues régionales ou minoritaires dont l'extinction menacerait le patrimoine culturel de l'Europe. Ce concept est lié à celui d'une Europe multiculturelle, où la diversité des civilisations, des langues et des traditions constitue la richesse culturelle du continent"⁴⁾.

La Charte nous rappelle que les langues appartiennent à l'héritage culturel de l'Europe et que nos langues méritent que nous les fassions vivre et prospérer. Pour ce faire, il est nécessaire de relativiser tout attachement

3) Le souffle de la langue, Claude Hagège, Editions Odile Jacob, 1994, p. 108.

4) Langues régionales ou minoritaires, No. 1, Editions du Conseil de l'Europe, p. 9.

à la langue de la nation. De cet attachement découle l'idée d'une identité liée à l'appartenance à une langue comme élément constitutif de l'Etat. Comme on a pu le constater au cours des siècles, ceci a souvent entraîné l'Europe dans de nombreux conflits.

La langue peut parfois devenir le moteur ou encore le produit du sursaut national.

Les langues exaltent souvent les consciences patriotiques. Hier comme aujourd'hui, les peuples aiment à cultiver leurs différences par leurs langues. Pour faire face à toutes formes d'excès, pour résoudre le redoutable problème des nationalités, de l'idée d'une identité liée à l'appartenance à une langue comme élément constitutif de l'Etat, seule la solution du multilinguisme semble pouvoir y répondre et donner une légitimité encore plus étendue à l'idée d'une Europe unie et égalitaire. L'Europe qui se rassemble pourra-t-elle devenir une Europe des langues ?

Le multilinguisme doit devenir un des fondements d'une véritable identité européenne qui ne nie pas les différences mais leur donne la place qu'elles méritent au sein de l'Union européenne. A ce propos, voici un extrait de l'article paru dans le journal "Le Monde", daté du 5 septembre 2001: "En dépit de son coût élevé, le droit pour chaque député européen de parler et d'écrire dans sa langue propre sera maintenu après l'élargissement de l'Union européenne. Ainsi en a décidé le bureau de l'Assemblée européenne, réuni le 3 septembre à Strasbourg, sous la présidence de Nicole Fontaine: nombre de vice-présidents ont insisté sur le fait qu'"il ne faut pas donner aux pays candidats le sentiment que leurs langues seraient des langues de deuxième classe".

La proposition faite en juillet par Guido Podesta (PPE, italien), rapporteur sur ce dossier, de maintenir le multilinguisme intégral, avait été critiquée par certains conservateurs britanniques, qui préconisaient de faire des économies en élargissant l'usage de l'anglais. Les représentants d'autres nationalités s'étaient insurgés contre cette demande, alors même que les ministres français et allemand des affaires étrangères, Hubert Védrine et Joschka Fischer, écrivaient conjointement au président de la

Commission, Romani Prodi, pour défendre l'usage de leurs langues respectives au sein de l'exécutif européen.

Les vice-présidents ont rejeté l'hypothèse de l'"unilinguisme", qui correspondrait en fait au "tout-anglais" (...).

Ils ont également rejeté plusieurs hypothèses intermédiaires, qui comportaient l'utilisation d'un nombre réduit de langues. Ils ont décidé, à l'unanimité moins une abstention, de maintenir le multilinguisme, tout en prévoyant de faire des économies grâce à une nouvelle organisation de travail (...). Ce "multilinguisme maîtrisé" coûterait 443 millions d'euros par an, soit 78 millions d'euros de moins que le système actuel étendu".

Cette décision du bureau de l'Assemblée européenne donne un nouveau souffle à l'Europe des langues et prouve qu'il n'est pas vain de croire à la naissance d'une politique linguistique européenne, même si pour l'instant les efforts pour la mettre en place ne se concrétisent qu'au plus haut sommet.

La promotion du multilinguisme n'est-elle pas aussi une certaine manière de s'élever contre la promotion de l'unilinguisme ?

Le multilinguisme est le garant d'une forme d'universalisme (même si cette notion reste assez vague...), tandis que l'unilinguisme serait plutôt celui d'un certain ethnicisme. La promotion de l'unilinguisme, cela va sans dire, profite à l'anglais. L'anglais s'est considérablement étendu au lendemain de la Première Guerre mondiale. "L'anglais puisait son rayonnement dans la force économique, commerciale et militaire de la Grande-Bretagne et de l'empire britannique. Avec l'entrée en lice des Etats-Unis dans l'arène politique et économique en Europe et dans le monde, la langue nationale du Royaume-Uni devient la langue par excellence des relations commerciales pratiquement sur les cinq continents (...). En 1945, le triomphe éclatant de l'anglophonie semblera couronner la chute des puissances de l'Axe, l'effacement de la France et la victoire des Anglo-Américains. Pourtant cette domination soudaine était inscrite dans un rapport de forces bien présent avant les événements dramatiques de la Seconde Guerre mondiale. La vieille Europe avait enclenché le début d'une courbe déclinante avec l'horrible guerre civile européenne que se révèle être aujourd'hui le désastreux conflit de 1914—

1918, où il n'y eut que des vaincus européens et un seul vainqueur. Et sur les ruines de l'Europe intellectuelle se dressait, seul survivant, non l'anglais mais l'anglo-américain, nouvelle langue du pouvoir, de la science et du commerce"⁵).

Bref, cette langue, est souvent considérée comme la garantie voire la condition nécessaire du modernisme et du progrès. L'Europe est loin d'être épargnée par cette tendance. L'anglais est dans la plupart des pays européens, la première langue enseignée. Dans beaucoup d'Etats européens, l'anglais est enseigné au détriment des langues des états voisins, avec lesquels, pourtant, ils entretiennent des relations importantes et régulières. En Europe, autant que dans beaucoup d'autres pays dans le monde, l'anglais est une langue de prestige.

Comment une langue acquiert-elle du prestige?

Une langue dont la demande est forte, dont l'étendue économique, sociale et politique se renforce de jour en jour, devient une valeur marchande au même titre que des valeurs boursières. Le prestige d'une langue se mesure à sa valeur sur le marché des langues.

Pour reprendre les termes de C. Hagège à propos de l'anglais: "(...) une langue véhiculaire qui est aussi, partout, celle de la puissance et de l'argent n'est pas un moyen neutre de communiquer"⁶).

Sur le marché des langues comme des valeurs boursières, certaines gagnent du prestige tandis que d'autres en perdent. Ces phénomènes de gain et de perte de prestige se sont élaborés au cours des siècles par les guerres, la colonisation, les politiques linguistiques, la pression politique exercée par certaines langues sur d'autres langues ou encore dans des cas assez rare, de l'abandon pur et simple de la langue. D'une manière ou d'une autre, cette situation est profitable à l'anglais.

Toujours d'après C. Hagège: (...) "Tous les facteurs de la mort des

5) Langues et nations en Europe, Daniel Baggioni, Editions Payot, p. 327.

6) Halte à la mort des langues, Editions O. Jacob, novembre 2000, p. 172.

langues, qu'ils soient politiques, économiques et sociaux, sont capables d'agir au détriment de toute autre langue que l'anglais, et au bénéfice de ce dernier. La dévalorisation explicite du bilinguisme dans les plus grands pays anglophones en est une illustration frappante, parmi d'autres. Et surtout, du fait des techniques modernes de communication, la puissance et la rapidité qui caractérisent la diffusion actuelle de l'anglais dans le monde entier dépassent de très loin celles qui, dans le passé, ont permis à d'autres idiomes, comme le latin il y a deux mille ans, de conduire à l'extinction totale un grand nombre de langues"⁷⁾.

La mort des langues est un phénomène tout aussi naturel que celles des cultures, mais au fond, qui voudrait d'un monde qui se conjugue en une seule langue.

Le latin a été, au Moyen Age, la langue universelle mais qu'en est-il de l'anglais, pourra-t-il un jour ou l'autre devenir la langue universelle du XXI^e siècle ?

La différence essentielle entre l'anglais et le latin est que l'universalité du latin au Moyen-Age repose sur le fait que celui-ci était considéré "comme le véhicule d'un capital symbolique commun à toute l'Europe, constitué d'œuvres, de textes sacrés et d'expériences"⁸⁾.

L'anglais, n'a pas a priori la vocation de devenir une langue universelle au même titre que le latin. Le latin jouissait à l'époque classique de la neutralité. L'anglais ne pourra certainement jamais jouir de cette neutralité, ni être considéré "comme le véhicule d'un capital symbolique commun à toute l'Europe".

Malgré une telle affirmation, la vigilance face à une langue comme l'anglais reste indispensable. Il n'est pas possible d'oublier que: "Depuis plus d'un demi-siècle, la scène internationale est dominée par un seul et unique acteur: les Etats-Unis d'Amérique. Cette domination suscite des

7) Halte à la mort des langues, Editions O. Jacob, novembre 2000, p. 365.

8) Langues et nations en Europe, Daniel Baggioni, Editions Payot, p. 330.

réactions de plus en plus hostiles, comme le signalait l'universitaire Samuel P. Huntington (*The Lonely Superpower, Foreign Affairs, New York, mars-avril 1999*) qui rapportait à cet égard les propos d'un diplomate britannique: "C'est seulement aux Etats-Unis que l'on peut lire que le monde entier aspire au leader-ship américain. Partout ailleurs, on parle plutôt de l'arrogance et de et de l'unilatéralisme américains" (...). Les citoyens de ce territoire qui dicte sa loi à l'univers ont-ils tous conscience, dans leur vie quotidienne, du fardeau qu'ils imposent aux autres, et fréquemment à eux-mêmes? S'en indignent-ils? Lui opposent-ils la moindre résistance? On peut en douter, tant il est vrai que le maintien du statut de suzerain planétaire requiert non pas l'indignation, mais au contraire le soutien actif ou passif des quelque 270 millions d'Américains (...). Le thème de la grandeur de l'Amérique est d'ailleurs récurrent dans les discours présidentiels depuis la fin de la guerre de la seconde guerre mondiale. Non seulement aujourd'hui, mais apparemment depuis l'époque du Neandertal, le pays est unique en son genre. L'ex-président Clinton le décrivait même comme "la nation in dispensable" (Discours au Congrès sur l'état de l'Union, le 4 février 1997)⁹⁾.

Comme on peut le constater ici, l'anglais est loin d'être une langue dont on peut dire qu'elle correspond à la définition de la neutralité. Au contraire, elle est porteuse d'une certaine idéologie. La nation américaine a une idée réductrice du reste du monde, alors que ces dirigeants la proclament "indispensable". Cette société repliée sur elle-même finit par avoir une vision du monde déformée par les "forces du marché" qui condamnent les américains à ignorer les créations du reste du monde et les isolent dramatiquement des grands courants de pensée mondiaux. Cette situation garantit un appauvrissement culturel continu.

L'appauvrissement culturel continu n'est pas spécifique aux Etats-Unis, c'est le pays développé où la situation est la plus critique. Mais qu'en

9) Décervelage à l'américaine, Herbert I. Schiller, *Manière de voir* 57, p. 29.

est-il des pays européens ? Ne sont-ils pas déjà en proie au même syndrome ou devrait-on plutôt dire entraînés dans le même tourbillon sous l'influence d'une pénétration idéologique insidieuse orchestrée par les "forces du marché". Il existe en Europe et dans le monde une dépendance culturelle face aux Etats-Unis, en particulier dans le domaine des séries télévisées et dans le monde cinématographique, qui a pour effet de soutenir "la propagande silencieuse" des Etats-Unis. Comme le rappelle Michel Foucault: "Communiquer c'est toujours une certaine manière d'agir sur l'autre ou sur les autres"¹⁰⁾.

La "propagande silencieuse" des Etats-Unis se fait au dépend du reste du monde, "dicte sa loi à l'univers". L'espace européen comme d'ailleurs l'espace Francophone doivent se donner les moyens de peser dans les affaires de la planète. Il ne s'agit pas de mener un combat sans merci contre l'hégémonie de l'anglais mais surtout d'ouvrir la voie à une citoyenneté européenne dont un des fondements serait le multilinguisme. Ce combat pour le multilinguisme pourrait à son tour engendrer un sursaut planétaire contre l'uniformisation et la mondialisation qui suscite de plus en plus de protestations et de résistances. Le monde entier a le droit à la parole et lui donner la parole, c'est l'empêcher de faire le deuil de ses identités culturelles. Pour ce faire, une vaste politique d'apprentissage des langues est nécessaire surtout dans une Europe qui veut son unité. Ce serait la preuve qu'on peut être multilingue par choix. Le choix du multilinguisme, c'est aussi le choix d'une vision du monde élargie. L'apprentissage d'une langue est un élément de connaissance et de tolérance pour l'individu, l'accès à une autre vision de soi, une découverte sans cesse renouvelée. Cette vision du monde n'est plus simplement la répétition et la reproduction passive de schémas sociaux fixes, mais à travers l'intervention de l'activité langagière, elle devient vision du monde en progrès. L'enseignement/apprentissage des langues doit être au coeur du débat pour le développement des sociétés. De la position du français en Europe dépend l'avenir de la

10) M. Foucault, *Dits et Ecrits*, Paris, Gallimard, 1994, p. 233.

francophonie et de l'avenir de la Francophonie dépend l'avenir de l'Europe. La promotion de la Francophonie pourrait aussi servir aux espaces hispanophones, lusophones, arabophones etc. dont certains des pays d'Europe font partie. La promotion du français face à l'anglais revêt une valeur symbolique. C'est le symbole d'un engagement contre l'uniformisation.

Ernest Renan (1823—1892, philologue et historien français) déclarait: "L'homme n'appartient ni à sa langue, ni à sa race: il n'appartient qu'à lui-même, car c'est un être libre, c'est un être moral". Cette déclaration devrait devenir la devise des Européens pour constituer une Europe unie, une Europe des langues. Une Europe des langues est la porte ouverte sur la solidarité, une sollicitude naturelle à l'égard de l'altérité, le seul moyen de rendre les nationalismes moins virulents. L'unilinguisme, par contre, ne permet en aucun cas d'embrasser la diversité du monde et d'en jouir. Il génère la fermeture aux besoins et aux attentes de l'autre.

L'Europe se doit de devenir une Europe des langues et des cultures. Le nombre de langues vivantes dans le monde est actuellement d'environ 5000 mais il en meurt environ 25 chaque année. Ce phénomène entrainerait d'ici à la fin du XXI^e siècle, la mort d'un peu plus de la moitié des langues que nous connaissons aujourd'hui. Laisser les langues mourir, c'est laisser mourir des pans entiers de la civilisation. Défendre les langues, c'est aussi défendre la vie et le souffle de vie que la langue nous procure.

Bibliographie

- ALBERT, C. (1999): Francophonie et identités culturelles, KARTHALA
 ACHARD, P. (1993): La sociologie du langage, PUF
 BAGGIONI, D. (1997): Langues et nations en Europe, PAYOT
 BESSE, H. (1991): Grammaires et didactique des langues, HATIER/DIDIER
 BLANCHET, Ph. (1998): Introduction à la complexité de l'enseignement du Français Langue Etrangère, PEETERS
 BOURDIEU, P. (1982): Ce que parler veut dire, FAYARD
 BOYER, H. (1990): Nouvelle intrroduction à la didactique du français langue étrangère, CLE INTERNATIONAL
 CALVET, L. J. (1993): La sociolinguistique, PUF
 CARE, J. M. (1991): Jeu, langage et créativité, HACHETTE

- CAMILLERI, C. (1989): Chocs de cultures, L'HARMATTAN
- CUQ, J. P. (1991): Le français langue seconde, HACHETTE
- LA DOCUMENTATION FRANCAISE (1997—1998): Etat de la francophonie dans le monde, Haut Conseil de la Francophonie
- HALL, E. T. (1978): La dimension cachée (trad.), SEUIL
- (1979): Au-delà de la culture (trad.), SEUIL
- (1984): Le langage silencieux (trad.), SEUIL
- (1984): La danse de la vie (trad.), SEUIL
- (1994): Comprendre les japonais (trad.), SEUIL
- HAGEGE, C. (1982): La structure des langues, PUF
- (1992): Le souffle de la langue, O. JACOB
- (1996): L'enfant aux deux langues, O. JACOB
- (1996): Le français, histoire d'un combat, C. HAGEGE
- (2000): Halte à la mort des langues, O. JACOB
- HYMES, D. H. (1991): Vers la compétence de communication, HATIER/DIDIER
- KERBRAT-ORECCHIONI, C. (1998): Les interactions verbales (3tomes: t. 1, 1998; t. 2, 1994; t. 3, 1998), ARMAND COLIN
- KRAMSCH, C. (1991): Interaction et discours dans la classe de langue, HATIER/DIDIER
- MANIERE DE VOIR (Nos. 54, 55, 56, 57, 58, 59), LE MONDE DIPLOMATIQUE
- MERMET, G. (1999): Francoscopie, LAROUSSE
- MOIRAND, S. (1990): Enseigner à communiquer en langue étrangère, HACHETTE
- (1990): Une grammaire des textes et des dialogues, HACHETTE
- PIERRA, G. (1998): Chemins de paroles, TRAVAUX DE DIDACTIQUE
- PUREN, C. (1994): La didactique des langues étrangères à la croisée des méthodes, DIDIER
- (1996): Histoire des méthodologies de l'enseignement des langues, NATHAN
- RAMONET, I. (2000): Propagandes silencieuses, GALILE
- SAID, E. W. (2000): Culture et impérialisme, FAYARD
- SALINS, G. D de. (1992): Une introduction à l'ethnographie de la communication, DIDIER
- WEISS, F. (1983): Jeux et activités dans la classe de langue, HACHETTE
- YAGUELLO, M. (1998): Catalogue des idées reçues sur la langue, POINT VIRGULE
- ZARATE, G. (1995): Représentations de l'étranger et didactique des langues, DIDIER